

*Cahiers du*  
MONDE RUSSE

## **Cahiers du monde russe**

Russie - Empire russe - Union soviétique et États  
indépendants

**51/1 | 2010**

**Pierre le Grand et ses images de Rome**

---

### **Une société amputée**

Les retours des invalides russes de la Grande Guerre, 1914-1929

*A crippled society. The homecoming of Russian invalids of World War I,  
1914-1929*

**Alexandre Sumpf**

---



#### **Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9169>

DOI : 10.4000/monderusse.9169

ISSN : 1777-5388

#### **Éditeur**

Éditions de l'EHESS

#### **Édition imprimée**

Date de publication : 15 avril 2010

Pagination : 35-64

ISBN : 978-2-7132-2306-8

ISSN : 1252-6576

#### **Référence électronique**

Alexandre Sumpf, « Une société amputée », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 51/1 | 2010, mis en ligne le 10 mai 2013, Consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9169> ; DOI : 10.4000/monderusse.9169

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

2011

---

# Une société amputée

Les retours des invalides russes de la Grande Guerre, 1914-1929

*A crippled society. The homecoming of Russian invalids of World War I, 1914-1929*

Alexandre Sumpf

---

- 1 Alors que dans les rues françaises défilent les « gueules cassées », pleins d'amertume et prêts à toutes les provocations pour forcer l'attention publique, que les mutilés peuplent les trottoirs de Berlin et sont fixés dans l'imaginaire collectif par des artistes tels que George Grosz, en Russie rouge, les millions de démobilisés de la Grande Guerre et de la guerre civile restent hors-cadre. En dépit d'épisodes protestataires isolés, lointaine paraît l'époque où les invalides patriotes pouvaient manifester en plein centre de Petrograd pour exiger qu'on « renvoie Lenin à Guillaume ». Leurs homologues britanniques tout aussi « relégués dans le silence », étaient au moins « devenus l'objet d'une gratitude muette, à défaut d'être les acteurs de la défense de leurs droits propres »<sup>1</sup>.
- 2 Dans une nation révolutionnaire se plaçant désormais à la pointe de la défense des droits de la femme et de l'enfant, le projecteur social se retrouve braqué sur deux problèmes concomitants : l'explosion de la prostitution de rue et la multiplication des bandes d'enfants abandonnés (*bezprizorniki*)<sup>2</sup>. Effets prolongés de la guerre civile et de la famine de 1921, ces phénomènes urbains sont alimentés par un exode rural s'inscrivant autant dans les flux et les reflux de population du temps de guerre<sup>3</sup> que dans le temps plus long de l'industrialisation. Dans les films de fiction pédagogique (*kul'turfil'my*), tel *Prostitutka* de Oleg Frelih<sup>4</sup>, dans les recueils de souvenirs d'enfants abandonnés<sup>5</sup>, la guerre apparaît comme un facteur déterminant du déclassement.
- 3 Cependant, le discours de mobilisation sociale ne s'intéresse que marginalement aux anciens combattants des deux conflits superposés et, dans une moindre mesure encore, au sort des invalides. Certes, des lois tsaristes et soviétiques encadrent le versement des pensions ; il existe des institutions et des publications périodiques, on constate des initiatives et prises de conscience ponctuelles, mais elles passent plutôt inaperçues dans le flux de la surmobilisation quotidienne soviétique, dont elles adoptent mécaniquement la démarche. Politique délibérée d'effacement du sacrifice des masses sur l'autel de

l'impérialisme finissant, au profit des héros symboliques de la guerre civile, puis des « héros du travail »<sup>6</sup> ? Somme de choix individuels de survie et tentative de retour à une vie normale ? Effet à double tranchant d'une Nouvelle Politique Économique (NEP) qui encourage l'association économique au prix d'un délitement accéléré des mouvements d'opinion de base ?

- 4 L'étude du retour, ou plutôt des retours des invalides de la Grande Guerre révèle l'ampleur des enjeux sociaux et politiques de la transition entre guerre et paix, effort de guerre et reconstruction, démobilisation militaire et surmobilisation culturelle, mémoire sélective et volonté d'oubli. Cette analyse implique une comparaison dans le temps long de l'histoire russe et dans l'espace en mutation de l'Europe d'après-guerre. Il importe aussi d'opérer la distinction entre types d'invalidités (de travail et de guerre, des deux guerres, physique/visible et mentale/invisible) et de réinscrire cette histoire dans une analyse de la mobilisation privée collective ou individuelle et de l'intervention étatique. Enfin, nous devons prendre en compte la polarisation de l'espace russe (villes et campagne, particularités nationales) et associer dans notre propos actions des parties engagées, représentations et auto-identification des invalides de guerre au sein de la société.
- 5 Victimes de la guerre mécanisée, les invalides subissent un sort particulier, avidement instrumentalisé par les instances mobilisatrices, mais en réalité sous-estimé dans sa dimension psychologique et sociale. Il serait faux de prétendre qu'en Russie, les régimes successifs ont accordé une attention moindre qu'en Occident ou en Europe centrale à la « question des invalides » : ce sont les conditions de départ et de retour, les engagements politiques et les circonstances sociales qui expliquent en grande partie l'intensité de la détresse des anciens combattants russes, en dépit d'une mobilisation sociétale et d'une assistance internationale modèles. Que l'ampleur des différentes déceptions et le corporatisme démocratique des invalides n'aient débouché sur aucun mouvement comparable aux cas français, allemand ou yougoslave apparaît plus étonnant. La faute incombe-t-elle uniquement aux bolcheviks, âpres monopolisateurs de l'opinion publique et de l'action sociale ?

## Victimes de la guerre technique

- 6 Le choix des invalides comme étude de cas permet de soulever des questions cruciales relatives à la spécificité de l'expérience russe de la Grande Guerre, touchant en particulier à la mise à l'épreuve des structures sociales par la guerre. La terminologie et les objectifs de la statistique publique peinent à rendre compte de manière synthétique et précise de l'impact de la guerre sur la société. En revanche, sa perception se trouve largement employée à l'arrière à des fins de mobilisation : si ses objectifs et ses modes sont comparables à ceux des autres nations européennes, ses résultats s'expliquent par des tendances profondes de l'histoire nationale. Les « rangs inférieurs » (*nižnye činy*) ne sont pas pris en compte en tant qu'individus – ni par le pouvoir impérial rêvant une « union sacrée » des nations et des états (*soslovija*), ni par les autorités militaires ne jurant que par le sacrifice en masse, ni même par les organisations civiles fondant dans une même catégorie toutes les victimes. Devenir invalide de guerre signifie tout d'abord un départ du front et une mise à l'écart de la communauté combattante, qui ne peut qu'entraver le retour à la vie civile.

## Une notion civile appliquée au champ militaire

- 7 La consultation des sources laisse apparaître une nette différence entre avant et après Octobre 1917 : l'ensemble des documents produits sur les invalides mentionnent les mutilés (*uvečnye*), voire les estropiés (*kaleki*), tandis que les invalides eux-mêmes préfèrent le terme *invalid*, qui finit par s'imposer. Les mutilés pâtissent de l'assimilation aux automutilés, aussi fortement dénoncés qu'impossibles à recenser, et plus généralement à tous ceux qui quittent le champ de bataille avant la fin des combats (plus de 3,6 millions), dont les innombrables « disparus sans nouvelles » (*propavšie bez vesti*) ou les prisonniers volontaires (*sdača v plen*). Ce conflit terminologique recouvre une lutte pour la reconnaissance de droits égaux à ceux des invalides civils, à laquelle font obstacle l'incertitude des statuts (est-on invalide parce qu'on est déclaré inapte au combat, ou parce qu'on perçoit une pension ?) et l'imprécision statistique, dues à la mésestimation des conséquences de la guerre technique.
- 8 Il est aujourd'hui toujours aussi délicat de déterminer combien d'hommes a mobilisé la Russie entre 1914 et 1918, combien ont combattu, connu le camp de prisonniers, péri<sup>7</sup>. Les rapports de la commission extraordinaire d'enquête soviétique le concèdent<sup>8</sup>, les documents conservés dans le fonds d'archives le confirment : il ne s'agit pas d'inexactitude à l'unité près, mais de plusieurs dizaines, voire centaines de milliers d'individus ignorés. Il convient donc de procéder aux désignations et évaluations avec prudence, en tenant compte des fréquentes variations dans le temps (un « disparu » peut devenir « prisonnier », « blessé » ou « tombé ») et surtout en gardant à l'esprit les conséquences inévitables de ce flou sur le sort des anciens combattants.
- 9 Opérant en 1939 une moyenne entre les données russes et soviétiques, N.N. Golovin évalue le nombre de blessés à 4,2 millions d'hommes, dont 350 000 seraient décédés<sup>9</sup>. Le décompte s'effectue à partir du moment où le blessé a été pris en charge par un hôpital de campagne ; il ne tient pas compte des occasions répétées de blessures pour un seul combattant, ni des soins reçus ailleurs. Golovin cite aussi le docteur Abramov, selon lequel il y aurait eu 6 069 920 malades soignés. L'extrapolation se fait à partir des données livrées par le comité de Petrograd de l'Union des villes : sur 9 433 cas, les maladies les plus répandues y étaient la tuberculose (2 142), la perte d'ouïe (1 444), les problèmes psychiques (891), de vue (769) ; hystérie et névrose (213) se trouvent en 10<sup>e</sup> position<sup>10</sup>. Sur 103 194 blessés traités au total par les hôpitaux de Petrograd, 27,2 % ont eu droit à une permission pour se rétablir (*otpusk*), 25,2 % ont été déclarés inaptes, 13,4 % sont restés après-guerre dans les établissements sanitaires pour achever leur rétablissement, 10,2 % ont été transférés dans des structures d'autres provinces ou institutions. On n'y constate que 1,4 % de décès<sup>11</sup>, chiffre peu élevé car la mortalité indirecte se concentre dans les hôpitaux de campagne, en camp ou pendant les transferts.
- 10 Les invalides appartiennent à la fois à la catégorie des blessés et à celle des malades. Si la tuberculose, particulièrement répandue chez les prisonniers de guerre (650 000 rien qu'en Allemagne<sup>12</sup>), est considérée comme une invalidité, les pathologies dues à l'extrême fatigue ou à la mauvaise alimentation peinent à être reconnues. Le cas des invalides est le seul pour lequel Golovin se refuse à avancer un total supérieur aux données disponibles : il préfère additionner et trouver le chiffre rond de 700 000, plutôt qu'extrapoler le pourcentage de blessés (25,2 %) et de malades (14,9 %) évacués par le comité de Petrograd de l'Union des villes, ayant obtenu d'être réformés (ce qui donnerait 890 375 invalides) :

selon lui, n'étaient envoyés vers la capitale que les cas les plus préoccupants<sup>13</sup>. Or, outre le fait que les données fournies par Moscou dépassent souvent celles de Petrograd, les institutions du Zemgor lient toujours la répartition des capacités d'accueil (lits) et la diversification des soins à la répartition territoriale entre les deux capitales et Harkov' d'une part (500 lits), les centres provinciaux, les principales villes et les stations balnéaires d'autre part (1 500 lits)<sup>14</sup>.

- 11 On constate toute l'importance du type de blessure reçue et de la capacité à les soigner sur place, ce dont témoigne le docteur Rozanov en 1915 : « Nous, chirurgiens, sauvons la vie du malade et luttons longtemps avant de nous décider à amputer ». Même sans amputation, les balles et les éclats d'obus broient tant d'os, de nerfs ou de veines que « les extrémités se tordent et se raccourcissent ; un tel blessé est aussi un mutilé : son extrémité a perdu beaucoup de sa capacité de travail, il est devenu un mauvais travailleur et pour la famille, et pour le gouvernement. » Le « plus horrible » sont « ces psychoses sans blessure du cerveau, et même sans aucune blessure », ces invalides « pour lesquels il n'y a aucune aide, la seule issue étant l'hospice »<sup>15</sup>.
- 12 Tous ne deviennent pas « invalides », reconnus comme ayant perdu toute ou partie de leur capacité de travail. À Petrograd, 36,5 % des blessés à la tête sont déclarés invalides ; suivent les blessures multiples (35,4 %), aux jambes (32,9 %), aux bras (32,5 %), les soldats touchés au ventre et au bassin (18,2 %), puis à la poitrine et au dos (17 %) <sup>16</sup> – en moindre proportion étant donné le faible taux de survie en cas de blessure grave. Les atteintes corporelles sont sévères, sans doute irréversibles pour les membres inférieurs et supérieurs, mais on peut supposer qu'ont été évacués tous ceux qui le nécessitaient, c'est-à-dire qui ne pouvaient reprendre à courte échéance le combat. Lors de la guerre contre le Japon, parmi les évacués vers les hôpitaux de campagne, 20 % retournaient au front immédiatement après les soins, 30 % entraient dans des équipes de convalescence employées à des travaux à l'arrière proche ; 25 % étaient renvoyés temporairement (*otsročka* de 6 à 12 mois), 25 % définitivement. L'expérience des premiers mois de guerre au comité de Petrograd de l'Union des villes indique un taux de non-retour au front de 40 % seulement<sup>17</sup>, témoin de la profondeur des atteintes.
- 13 Golovin n'écrit pas un mot sur les gaz qui, au-delà des 11 000 décès répertoriés par le démographe B.C. Urlanis<sup>18</sup>, ont eu des effets physiques et psychologiques aussi profonds que durables<sup>19</sup>. L'insensibilité publique au « shell shock » est encore plus frappante. L'incertitude statistique tient aux progrès sensibles et débattus de la science psychiatrique internationale et russe<sup>20</sup>. La dispute porte sur la terminologie, le rôle de la guerre – révélateur de maladie déjà présente, ou producteur de pathologies particulières ? – et l'association ou non des psychoses avec une blessure physique<sup>21</sup>. Dans sa thèse de doctorat soutenue en 1917, le psychiatre S.A. Preobraženskij réfute la présence de malades dans les rangs, la mobilisation générale ne permettant plus les pratiques de rachat du jeton de conscription. Il insiste sur le rôle inédit de l'artillerie qui favorise l'apparition, la diffusion massive et les aspects spécifiques des névroses étudiées à l'Hôpital central pour les malades mentaux (*duševno-bol'nye*) du comité petrogradois de l'Union des villes<sup>22</sup>. Aux institutions conservatrices considérant ces psychotiques comme des assistés privés de droits, internés, s'opposent les psychiatres libéraux définissant de nouvelles névroses, militant pour le droit aux traitements novateurs, sans objectif de renvoi au combat<sup>23</sup>. En 1924, le même Preobraženskij estime à 1,8 million le total d'invalides des deux guerres, dont 80 % (1,5 million) souffrent encore de névrose ou de contusion (idiotie, perte de mémoire ou des facultés auditives), voire sont devenus

malades mentaux au sens propre du terme, du fait de la guerre. Tous sont privés de traitement<sup>24</sup>. L'incertitude des statuts assignés dépend des progrès scientifiques et de la prise de conscience des autorités et des organisations de la spécificité du traumatisme reçu.

## Objets de (la) propagande

- 14 Les principales organisations tentant de sensibiliser l'opinion russe aux problèmes spécifiques des invalides sont en partie celles qui les prennent en charge à tel ou tel titre à l'arrière, alors que la guerre se poursuit. Les instances paraétatiques prétendant à la prise de connaissance scientifique et au contrôle concomitant des individus et des groupes sociaux bourgeonnent et improvisent diverses formes d'interrogatoire pour les premiers soldats de retour<sup>25</sup>. Le renseignement militaire quête d'improbables informations sur l'état économique de l'adversaire ; la censure militaire tente de jouer sa partition en déléguant tout le personnel disponible lors du premier afflux d'invalides, en avril 1916<sup>26</sup> ; les comités locaux du Zemstvo et des municipalités, les associations de bienfaisance, cherchent surtout à évaluer les besoins et les moyens à mobiliser. Les malades, blessés ou invalides subissent une telle pression que le comité central de l'Union des soldats et officiers échappés de camps affiche pour première revendication, en février 1917, la limitation des séries d'interrogatoires à quatre jours pour les soldats du rang, et une semaine pour les officiers<sup>27</sup>.
- 15 Un même individu passe par plusieurs instances civiles et militaires, centrales ou locales : à chaque fois il doit présenter une facette différente, au fur et à mesure il adapte sans doute son récit. Quelques-uns, publiés, sont recueillis dans des conditions qui influent sur leur réception. Les témoignages ou lettres des sœurs de charité apitoient ainsi plus volontiers sur les sorts personnels que les récits parus dans les journaux et revues, insistant sur le sacrifice héroïque, presque anonyme à force d'être retranscrit par la même phraséologie, et la barbarie de l'ennemi, tout aussi caricaturée par l'inversion des valeurs<sup>28</sup>. Il existe aussi une littérature de témoignage, plutôt diffusée en 1915 ou en 1916 en Russie même ou à l'étranger, moins massive que dans les autres nations belligérantes, de toutes tendances politiques, offrant donc une vision très variée de la guerre.
- 16 L'anonyme *Estropié, ne te rends pas !* est exemplaire de ce sous-genre de la littérature de guerre, quoique marginal : il présente la confession d'un homme privé dès 17 ans de son bras droit... dans un accident de chasse. Publié en 1916, préfacé par le célèbre professeur Vladimir M. Behterev<sup>29</sup>, l'ouvrage relate les sombres pensées de celui qui perd un membre, ses épreuves physiques, encourage à se réinsérer au plus tôt dans la vie sociale. Mais quelle vie ! Celle d'un jeune aristocrate mondain, danseur émérite, sportif accompli, qui prétend que l'optimisme est solution de tous les problèmes, garantie contre l'appellation infamante d'estropié. L'auto-identification des soldats du front, rendue possible par maints détails crus et remarques censées, s'évanouit avec la description d'exploits – nouer une cravate avec une seule main – très éloignés du quotidien paysan ou ouvrier. La deuxième partie sur les exercices de gymnastique est un modèle d'appel à l'amélioration de la santé, de la prise en mains de son destin, de la mobilisation de chacun pour le bien de la patrie<sup>30</sup>. Ces thèmes et expressions que n'aurait pas reniés une société de tempérance ou une association d'éducation populaire d'avant-guerre révèlent le décalage entre expérience du feu et perception de la guerre à l'arrière.

- 17 Dans un souci louable de véracité mêlé au frisson de sentir au plus près les horreurs de la guerre, les médias de masse mettent à contribution tous leurs moyens pour rendre public ce que la population *devrait* savoir – alors qu'elle saisit *déjà* l'atrocité des conditions grâce aux lettres reçues depuis le front et les camps de prisonniers. Dans ce contexte, les invalides font, sont l'objet d'une mobilisation axée sur les « atrocités » (*zverstva*) de l'ennemi (allemand, et dans une moindre mesure autrichien) qui n'a rien à envier à leur équivalent occidental<sup>31</sup>. Le modèle de cette démarche, par le soin de la mise en page et en scène, l'épaisseur et le tirage de la publication, est sans conteste *Les atrocités de l'ennemi en croquis et documents photographiques* édité en 1916 par le comité Skobelev pour les blessés<sup>32</sup>. Confidentiel jusqu'à la Grande Guerre, célèbre pour son engagement total dans le soutien, en particulier par le cinéma, au Gouvernement provisoire né de la révolution de Février, ce comité n'hésite pas à montrer avec un voyeurisme mêlé de froideur clinique, les effets des nouvelles armes sur les chairs fragiles des combattants.
- 18 Cette question du montrable et du non montrable, de l'avouable et de l'inavouable joue à plein pour les invalides. Le 28 septembre 1916, le colonel Eroševič, chef de la section cinématographique de la commission de censure militaire de Petrograd, préconise l'interdiction du film du studio Drankov *Les soins du comité pour les combattants blessés et mutilés, de retour du front et revenus des camps allemands*. Ce long-métrage est produit à la fois en signe de participation à l'effort de guerre (Drankov vendait des bluettes à la chaîne) et afin de faire pièce à la concurrence croissante du comité Skobelev. On montre pendant une heure et demie des estropiés depuis le moment de leur blessure – soins, essai de prothèse, utilisation dans la vie de tous les jours – jusqu'à leur rencontre avec la marraine du comité, la princesse Maria Pavlovna. Bien que cette dernière ait approuvé le film et insiste pour qu'il soit projeté afin de récolter des fonds supplémentaires, Eroševič estime que « le film laisse une impression très pesante et menace de compromettre le moral de la société, chose non souhaitable alors que l'on opère une nouvelle mobilisation. Il paraît aussi peu probable que le film remonte le moral des soldats s'il était envoyé sur le front. »<sup>33</sup> L'attention à la société (*obščestvo*) qui se mobilise, et non à la population (*naselenie*) qui fournit conscrits et morts ou au peuple (*narod*) mis à l'épreuve, au moral (*nastroenie*) plutôt qu'à la morale (*nравstvennost'*) contredit l'accent placé par le comité sur les souffrances individuelles, la résurrection sociale, la rédemption personnelle – dialectique charnière du temps de guerre. Les invalides, dès leur retour, expérimentent le mélange de suspicion et de compréhension, de pitié et d'exigence que leur propose la société mobilisée à l'arrière.

## D'une guerre l'autre : une prise en charge insuffisante

- 19 Comme en Occident, les soldats russes malades, blessés ou invalides éprouvent une solitude inédite après des mois de vie collective forcée faite de transports, d'entraînements, de combats, d'attente. En juin 1915, ne nécessitant plus de soins, Fregmont B. Artamonov est renvoyé en convalescence dans son village natal de la province de Tula. Là, il couvre famille et connaissances d'imprécations et s'épanche auprès du greffier du district de Sergiev : « si on ne satisfait pas les besoins des familles de soldats, alors nous, les soldats, nous saurons quoi faire ». On le condamne à une peine légère<sup>34</sup>. Le fait que ce cas individuel se trouve inclus dans l'un des principaux recueils publiés pour le cinquantième de la révolution tend à diffuser l'idée qu'en dehors de l'action politique concertée (et *organisée* par les bolcheviks, cela va de soi), c'est la



déception qui animait le ressentiment contre le tsarisme. Allen K. Wildman exprime un point de vue similaire quand il souligne l'influence du défaitisme exprimé par les réservistes des garnisons de l'arrière, où les vétérans de la guerre russo-japonaise formaient parfois jusqu'au tiers des effectifs<sup>35</sup>.

- 20 Avant la révolution de Février, les invalides ne paraissent pas acteurs de leur destin : ils sont pris en charge et peinent à se prendre en main, faute de droits démocratiques et de pratiques collectives. Ils subissent ainsi les classifications de la société civile, dépendent de sa bienveillance. Il importe toutefois de distinguer traitement civil et militaire, central et local, en liberté ou en camp de prisonniers, mais aussi initiatives traditionnelles de la bienfaisance russe et opérations exigées par l'urgence des problèmes posés par la guerre. Enfin, le retour des invalides russes constitue la première expérience à grande échelle d'application de conventions internationales largement remises en cause par la spécificité du conflit.

## Le prix de l'invalidité

- 21 En 1916, les spécialistes du Zemstvo estiment à 1,3 % le nombre de cas sans espoir, à 20,9 % celui des blessés qui perdront une partie de leur capacité de travail, soit 32 % de tous les traités guéris<sup>36</sup>. Ces chiffres donnent une idée approximative de l'ampleur du problème : sur 13 millions de combattants (chiffre moyen), le total serait de 170 000 invalides à 100 % et 2,6 millions de jeunes hommes plus ou moins handicapés. Fort heureusement, les années précédant cette évaluation ont été globalement plus dures pour le corps des soldats, et le nombre supposé de victimes de ce type oscille en réalité entre 700 000 et 1,9 million<sup>37</sup>. La Russie tsariste n'était pas plus préparée que les autres nations belligérantes à un tel afflux et a dû constamment improviser de nouvelles mesures à partir des dispositions légales prises en conséquence de la guerre russo-japonaise.
- 22 Dès 1914, les publications se multiplient pour rappeler leurs droits aux officiers et soldats du rang engagés dans le conflit. G.V. Severin livre le plus complet recueil de décrets et de démarches, augmenté de deux cents pages en 1915 et réactualisé jusqu'au milieu de l'année 1917. Le traitement des blessés obéit à un statut du 23 juillet 1912 qui, en accord avec la loi du 25 juin de la même année, fixe cinq niveaux d'invalidité – sur le modèle de l'invalidité civile puisqu'est prise en compte la perte de la « capacité à travailler » (*trudosposobnost'*). Chaque invalide doit faire sa demande, muni de toutes les attestations des services médicaux de l'armée, dans un délai de cinq années après sa réforme, auprès des instances locales, chargées d'engager les démarches nécessaires. On prévoit également le financement du retour de l'invalide chez lui et le paiement d'une solde journalière d'un demi-rouble jusqu'à perception de la pension<sup>38</sup>.

Degré d'invalidité	Pension annuelle (en roubles)
100 % avec aide médicale constante	260
100 % sans aide personnalisée	168
70-100 %	108
40-70 %	66
15-40 %	30



- 23 Or le salaire mensuel moyen ouvrier ne fait que chuter au cours de la guerre : 23,30 roubles en 1914, 22,10 en 1915, 18,30 en 1916 et 1917, seulement 4,73 en 1918<sup>39</sup>. Plus la guerre avance, plus il semble intéressant d'obtenir le statut d'invalidé. Cependant, le salaire comprend une part de plus en plus importante de versement en nature (notamment la ration, ou *paék*), non prévu pour les invalides. D'autre part, l'octroi de ces sommes qui ne permettent pas de s'offrir grand-chose n'est ni automatique – puisque chaque individu, alphabétisé ou non, doit le solliciter – ni assuré, chaque cas étant examiné en détail afin de déterminer si la demande est justifiée, et à quel degré.
- 24 Dès qu'ils obtiennent le droit de s'exprimer et parviennent à s'organiser dans les mois suivant la révolution de Février, les invalides plaident pour une remise à plat de leurs droits en termes de pension. L'égalité entre tous les mutilés, y compris les officiers<sup>40</sup> et les victimes des conflits précédents, exige que soient étreintes les pensions supérieures, et mieux réparties les sommes disponibles. Ces dernières, espèrent les invalides, seront en augmentation grâce aux salaires perçus par ceux qui auront trouvé du travail et n'auront plus besoin que d'une pension partielle, sans compter que le désarmement général après la paix réduira considérablement le budget militaire<sup>41</sup>. À l'occasion de leur premier congrès, en juin 1917, ils proposent ainsi à leur nouvel interlocuteur, le ministre de l'Assistance publique, huit catégories au lieu de cinq<sup>42</sup>.

Invalidité (%)	Indice mensuel <sup>a</sup>	Pension annuelle (roubles)	Invalidité (%)	Indice mensuel <sup>a</sup>	Pension annuelle (roubles)
21-30	0,50	180	61-70	1,50	1260
31-40	1	480	71-80	2	1920
41-50	1	600	81-90	2	2160
51-60	1,50	1080	91-100	2	2400

a Multiplié par le pourcentage d'invalidité plafond de chaque catégorie, il donne la pension mensuelle : 15, 40, 50, 90, 105, 160, 180 et 200 roubles.

- 25 On note que l'échelle part de plus haut (21 au lieu de 15 %), compensation sans doute à l'extension de la grille et à l'alignement de la pension mensuelle sur le pourcentage le plus élevé de chaque catégorie. En attendant la perception de la pension même, l'invalidé aurait droit à 2,50 roubles de solde journalière ; la même somme est accordée au soldat blessé ou malade en phase de soins (de moins de 4 mois) et en cas de déplacement lié à la cure ou à la quête de prothèse. On exige aussi la gratuité des soins (y compris pour la famille) et des transports urbains ou interurbains<sup>43</sup>. Aucune pension n'excède le plafond de 3 000 roubles institué par une loi de... 1869, rappelée de façon liminaire pour faire valoir l'aspect raisonnable, légaliste, des exigences avancées.
- 26 Le Gouvernement provisoire ne se trouve pas en mesure de changer radicalement l'ampleur des sommes et des personnes prises en charges, qui pèsent déjà lourdement sur le budget. De manière assez typique, le pouvoir né de Février a su très tôt fixer les axes de la rupture avec les pratiques tsaristes, en s'appuyant largement sur l'expérience des comités locaux appartenant de manière plus ou moins ferme aux institutions du Zemgor<sup>44</sup>, dont de nombreux employés s'engagent alors dans les nouvelles instances. Au moment même du congrès des mutilés est fondé un Comité interministériel d'aide aux combattants mutilés (29 juin 1917) où la moitié exactement des représentants sont des mutilés. Selon Beate Fieseler, ce dernier aurait déployé toute son activité, si n'était

survenue la révolution d'Octobre<sup>45</sup>. De fait, les comités locaux poursuivent leur intense activité, d'autant plus librement, et efficacement, que le recul de l'autorité centrale de l'État coïncide avec le développement du pouvoir local, atomisant la Russie en zones autonomes isolées les unes des autres. Surtout, la révolution dramatique du langage du pouvoir implique une surenchère permanente dans le champ lexical de l'action et de la mobilisation – héritage de la Grande Guerre et de la croyance volontariste dans le progrès humain que les bolcheviks sauront admirablement faire fructifier.

- 27 En juin 1918, six mois après la formation du Commissariat à l'assistance sociale (Narkomsobes) dirigé par Aleksandra Kollontaj, une section chargée des invalides voit le jour, une fois acquise la soumission de l'Union des invalides à cette institution. Cependant, les conditions de la guerre civile font de ce premier monopole – comme dans tant de secteurs<sup>46</sup> – une coquille vide. L'expérience d'autres champs laisse penser que localement, la plupart des organisations assez diversifiées dans leur recrutement social pour assurer une adhésion et un financement suffisants ont continué leur action, tant bien que mal. C'est ce qui explique, avec les à-coups de la conquête territoriale rouge, que le Centropenbež<sup>47</sup> ne soit parvenu à s'imposer qu'au début 1920. La « restauration de l'autorité de l'État » et la formation d'institutions centralisées efficaces et durablement assises autorisent dès l'année suivante la rupture du monopole gouvernemental et le retour à l'autonomie des caisses d'assurance sociale, forcées de s'autofinancer. Nous verrons que le Vserokompom (*Vserossijskij komitet pomošči bol'nyh* – Union panrusse d'aide aux invalides de guerre et aux soldats de l'Armée rouge malades et blessés), créé sous tutelle du VCIK le 29 octobre 1919 sous la direction de Natalja Sedova, l'épouse de Trotskij, ne parvient à prendre ce tournant qu'en août 1924, quand il est refondé et que, comme dans tous les domaines sociaux et culturels, la priorité est donnée aux « moyens locaux ».
- 28 Quels que soient les chiffres et les régimes, il apparaît en définitive que le nombre d'invalides pris en charge par les instances centrales a toujours été bien inférieur au nombre d'anciens combattants pouvant y prétendre. C'est dire le rôle joué par les nombreux acteurs de la solidarité sociale envers les invalides de guerre.

## Institutions en compétition

- 29 Les institutions sur le devant de la scène de la mobilisation pour les invalides sont les divers comités sous le patronage des femmes de la famille impériale, à l'image du Comité Tatjana, auquel le Zemgor dispute le monopole du traitement des réfugiés<sup>48</sup>. Dès le 11 août 1914, l'impératrice Aleksandra Fiodorovna fonde un Conseil suprême aux attributions assez larges, plutôt centrées sur les familles de mobilisés. L'évolution de la guerre et le nombre de victimes imposent en janvier 1915 le tournant en direction des blessés, mutilés et malades. L'une des filles d'Aleksandr III, la princesse Ksenja, parraine la Commission spéciale qui répond de cette activité au sein du Conseil, tandis que le Comité de Tatjana, fille du couple impérial, offre une aide temporaire aux plus nécessiteux des soldats. Les soldats du rang reçoivent des vêtements par l'intermédiaire du Comité de la princesse Marija Pavlovna, qu'on a vu s'affranchir de cette modeste raison sociale en commandant un film sur les invalides.
- 30 Les institutions du lignage masculin ne manquent pas à l'appel. Les activités de la Société d'assistance universelle aux soldats et familles ayant souffert de la guerre, sous le patronage de Nikolaj II en personne, demeurent peu éclairées. En revanche, le Comité

Skobelev pour l'octroi de pensions aux combattants ayant perdu leur capacité de travail à la guerre se développe, de manière assez inattendue pour une structure sans tuteur haut placé : la logique de guerre et le volontarisme prévalent sur les préséances et la bienfaisance traditionnelle. Ainsi, le Comité Aleksandr pour les blessés, créé en 1814, doit tout à coup prendre en charge une masse de blessés et de familles de soldats, dont les nomenclatures nominales et territoriales occupent le tiers du fonds d'archives<sup>49</sup>. Poussé par la nécessité et la concurrence des autres organisations, il instaure son propre bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre (établissement de listes) et ses cours d'artisanat et d'agriculture pour invalides<sup>50</sup>. Le comité consent des dépenses exponentielles, attaquant le capital dont les bénéfices suffisaient jusqu'alors à couvrir les débours. En 1916, les 838 828 roubles de déficit sont couverts par les excédents des années précédentes, alors que les dépenses ont progressé de plus de 20% entre 1914 et 1915 : 1,6 million de roubles seront consacrés aux pensions (contre 2 737 075, soit 12 993 pensionnés, en 1918<sup>51</sup>), 2 299 710 roubles aux allocations exceptionnelles. Dans l'urgence, on réduit de 20 à 5 roubles les sommes accordées aux vétérans de la guerre russo-japonaise et on coupe tout subside aux veuves et orphelins de cette guerre<sup>52</sup>, ce qui justifie l'amertume de ce groupe. Une guerre chasse l'autre, un précédent est créé.

- 31 Pendant la guerre, c'est le ministère du Commerce et de l'Industrie qui semble en la matière le plus actif au sein du gouvernement, hors instances militaires, avec deux bémols importants : le caractère tardif (juin 1916, alors que la question a été soulevée en mai 1915) et la médiocrité des moyens, tant les finances sont absorbées par la guerre en cours. Il s'agit de passer de la participation ponctuelle – notamment par les collectes auprès des fonctionnaires<sup>53</sup> – à l'organisation de l'aide permanente aux invalides. Le ministère se propose d'intervenir de deux manières pour leur fournir du travail : directement en accordant un certain nombre de places dans les administrations, et indirectement avec des formations pour adultes. Il y a à la fois nécessité et urgence du point de vue de l'administration, qui a perdu nombre d'employés à la guerre alors qu'elle se développe justement pour gérer l'effort de guerre. Le projet charge les zemstvos et les municipalités de jouer les « intermédiaires », de décompter mutilés et besoins professionnels. Ainsi, la Commission spéciale du Conseil suprême sera en mesure de « coordonner » l'effort sur tout le territoire, c'est-à-dire de contrôler plus étroitement les activités des pouvoirs locaux qui se sont déjà bien substitués à l'État dans la gestion des conséquences sociales et économiques du conflit.
- 32 Le budget prévisionnel de la Commission privilégie les greffiers de districts (*volostnye pisarja*), dépendant du ministère de l'Intérieur (120 000 roubles) – ayant visiblement obtenu moins de soutien que les *zemskie načal'niki* pour échapper à la mobilisation ou revenir du front<sup>54</sup>. Viennent ensuite les comptables dans les instances de crédit de proximité (100 000), les cheminots (50 000), les gardes champêtres (23 650), les maraîchers et cultivateurs (25 000). Étrangement rien n'est spécifié pour l'Industrie, alors qu'on assigne au ministère des Affaires agraires l'organisation de 300 cours (5 par province) pour 15 750 auditeurs et au ministère de l'Enseignement la formation de travailleurs qualifiés pour les quelques 20 000 institutions de crédit et 2 000 coopératives en plein développement<sup>55</sup>. Ces chiffres restent sans commune mesure avec les besoins des invalides, auxquels il est en outre fait des difficultés, nous le verrons. En dépit d'un effort de programmation, force est de constater que l'État tsariste ne paraît pas en mesure de faire face à cet enjeu social majeur. L'administration laisse (volontairement, semble-t-il) le soin des prisonniers de guerre au comité russe de la Croix-Rouge (ROKK) et observe

avec dédain l'investissement des zemstvos et des municipalités – qui, non contents de financer ce type de cours, disposent déjà de formateurs pour adultes et de structures d'accueil.

- 33 Les invalides et les blessés sont en outre contraints de participer aux opérations de bienfaisance en l'honneur des « héros », appellation qui sonne faux et rend amer. La philanthropie affichée et la charité exercée associent préservation de l'ordre social et maintien de la paix sociale, additionnent de microscopiques actions individuelles donnant naissance à une symbolique forte du service public et de la rédemption personnelle. Conforme à la tradition, l'engagement des figures féminines de la famille régnante s'est vu petit à petit contesté et dépassé par celui des associations établies de longue date ou instituées pour les besoins de la cause. Le modèle centralisateur, où la personnalité se déplaçait vers le théâtre des opérations pour reproduire à chaque fois le miracle de la collecte, a éclaté au profit d'une myriade d'initiatives de figures d'importance locale en concurrence les unes avec les autres, par listes interposées publiées quotidiennement dans les périodiques locaux.
- 34 Le cas russe se rapproche-t-il du cas britannique où, « en réponse à l'indifférence de l'État, les philanthropes ont réconcilié les handicapés (*disabled*) avec ceux au nom de qui ils avaient souffert », ou bien des invalides allemands « isolés de leurs concitoyens par la régulation étatique »<sup>56</sup> ? De ce point de vue, la Russie est sans doute plus proche des États nés de la dislocation de l'empire des Habsbourg. La Yougoslavie, par exemple, doit faire face au poids d'une guerre subie et au retour de combattants opposés pendant la guerre (serbes et austro-hongrois). Le tout nouveau ministère de la Politique sociale y organise des cours de rééducation au travail pour invalides, mais cherche à diminuer le poids financier des pensions en refondant les catégories en 1925 et en 1929, reportant la dépense sur les familles et liquidant les unions d'invalides<sup>57</sup>. Sans doute aussi faut-il poser le problème différemment pour la Russie, nation où démocratie rime avec répression, explosion et révolution, et société où l'action collective demeure malaisée à évaluer.

## Le premier retour organisé de prisonniers

- 35 Déterminer le nombre d'invalides retenus en captivité ne va pas de soi, d'autant que certains ont perdu leur capacité de travail à cause des conditions d'internement – dénoncées régulièrement et faisant, le 31 juin 1917, l'objet d'une adresse collective de 1 017 invalides au ministre de la Guerre Kerenskij<sup>58</sup>. L'épuisement et la sous-nutrition font des ravages : sur 887 prisonniers russes renvoyés de la zone du front vers un camp situé en Saxe, 220 ne peuvent être soumis à aucun travail forcé<sup>59</sup>. À la sortie de la guerre, N.M. Ždanov estime que 11,9 % des détenus malades ont été mutilés à tel ou tel degré, la tuberculose affectant elle presque un malade sur cinq<sup>60</sup>. Fin 1917, l'État-major considérait environ 10 % des prisonniers de guerre en Allemagne (115 000) incapables de travailler<sup>61</sup> : il s'agit là d'un minimum, à un moment donné, le total se rapprochant sans doute de 200 000 si l'on compte les rapatriés depuis 1915.
- 36 Ceux-là ont bénéficié de la médiation des instances internationales, qui n'ont jamais renoncé à remplir leur rôle en dépit des violations évidentes des conventions de Genève et de La Haye ou des obstacles placés sur leur route. Les discussions et décisions sur le cas des invalides préfigurent le règlement de la question des prisonniers après le traité de Brest-Litovsk. Il y a un avant et un après Stockholm : en juillet 1915, les nations belligérantes et neutres sont parvenues à s'y réunir pour tirer les enseignements des

premiers mois de cette guerre inédite et instaurer de nouvelles règles. La première d'entre elles, du point de vue des invalides détenus, est leur rapatriement dans les plus brefs délais, selon le principe de l'égalité numérique et de l'équivalence des grades. Cette disposition avantageant l'Allemagne, qui a peu de soldats détenus, et encore moins d'officiers, rencontre une forte opposition en Russie. À partir de ce moment, des groupes d'invalides font route vers la Russie, mais sans régularité tant achoppent les négociations. Les Allemands jouent de la dévaluation rapide du rouble en réclamant au préalable le règlement de l'alimentation et de l'habillement des trop nombreux prisonniers<sup>62</sup>. Les individus se plaignent eux fréquemment d'avoir été dépouillés sur le chemin du retour, et exigeront longtemps encore après la fin du conflit le règlement des sommes dues pour leur travail sous contrainte<sup>63</sup>.

- 37 Le parcours de rapatriés au début du printemps 1917, assez idéal pour être rapporté dans la presse corporatiste, laisse tout de même filtrer des indications sur les conditions de détention et de retour. Pendant deux journées, une tournée à travers l'Autriche rassemble un groupe de Russes ethniques destiné au rapatriement, réuni au camp de Teresenstadt, où les tuberculeux souffrent tout particulièrement. Ils restent là du 29 mars au 18 avril, date du départ en wagons sanitaires vers Sasnitz et le port suédois de Trelleborg ; le 19 au soir, ils franchissent la frontière norvégienne et sont accueillis le 20 au matin à Drammen par une foule en liesse. Là, ils se dirigent vers un sanatorium en montagne (surtout les officiers) ou une pension au bord d'un lac<sup>64</sup>. Les plus malades passent par le camp sanitaire modèle de Horserød (Danemark), où les Russes sont largement majoritaires parmi les quelques 10 000 soldats répartis dans les 75 baraques. Soins, rééducation, activités culturelles et apprentissages sont au programme. Quelque deux mille d'entre eux y vivent (et y meurent en proportions non négligeables, du fait de leur état de santé) pendant près d'un an, jusqu'à la signature du traité de Brest-Litovsk. Les autres rentrent petit à petit vers leur patrie, à raison de quarante invalides par jour en septembre-octobre 1917 pris en charge par la Croix-Rouge à Petrograd<sup>65</sup>.
- 38 En effet, si les actualités cinématographiques montrent leur arrivée à Moscou en 1918<sup>66</sup>, il était jusqu'alors habituel de les voir transiter vers Petrograd par la Norvège et la Finlande, plutôt que de traverser plusieurs lignes de défense sur le front ou de passer par le sud de la Russie. À la frontière norvégienne avec la Finlande, territoire russe jusqu'en décembre 1917, Torneo (aujourd'hui Tornio) accueille des dizaines de milliers d'invalides en attente de rapatriement : les wagons en emportent en moyenne 228 par jour vers la capitale<sup>67</sup>, mais avec une irrégularité et un taux de mortalité croissants. L'irrégularité des envois par les autorités allemandes le dispute à l'incertitude des moyens de transport mis à disposition. Cette situation se répète, en pire, lorsque la paix est signée en mars 1918 et que les invalides font partie des groupes prioritaires de rapatriement en Russie. Le symbole de leur calvaire est la station biélorusse d'Orša, premier nœud ferroviaire après le front sur la route de Moscou. Là se télescopent des centaines de wagons transportant des invalides dans les deux sens, engorgeant les voies sur plusieurs dizaines de kilomètres le temps des vérifications d'identité, de l'enregistrement, de certains soins très précaires<sup>68</sup>. À Orša comme à Smolensk, qui voit défiler 30 000 anciens détenus par jour, les épidémies de typhus et de grippe espagnole se déclarent, la disette fait rage, et nombreux sont ceux qui trépassent au dernier moment<sup>69</sup>.
- 39 Quel accueil attend les invalides, premiers de retour avec ceux (moins nombreux) ayant réussi à s'enfuir des camps ? Les documents déjà prêts (*ankety*), assez précis, imprimés, laissent finalement peu de place à l'expression des individus : on les catégorise plus qu'on

ne les écoute. C'est le cas notamment des services des zemstvos et des municipalités, confrontés au flux d'arrivants et cherchant à le répartir. À l'opposé, on retrouve des monologues en apparence non dirigés, où les questions ont disparu sous la plume de l'interrogateur. Ces *doprosy* font l'objet d'un procès-verbal, censément neutre mais toujours à la lisière du jugement moral. Dès les premiers retours, en août 1915, la commission d'enquête du sénateur Krivcov décide ainsi d'« interroger les invalides systématiquement et de leur demander en particulier comment ils ont été faits prisonniers, et quelles ont été leurs conditions de vie en camp »<sup>70</sup>.

- 40 Les institutions fusionnées en avril 1918 dans le Centropolenbež développent une approche plus fine, avec pas moins de trois sortes de formulaires de couleurs différentes (A blanc, Б jaune, В rose), le premier axé sur les observations militaires et économique, le second sur le traitement en camp, le troisième, plus inattendu, demandant témoignage des faits de bravoure ou de trahison des camarades de l'unité ou des camps traversés<sup>71</sup>. Au Centropolenbež également, les interrogatoires suscitent des rapports (*doklady*) pour vérifier les dires, sans réelles conséquences cela dit. Le caporal Nikolaj I. Džaman narre longuement où et en qualité de quoi il a travaillé au port de Kiel en 1915-1916. Bien qu'un spécialiste des installations militaires conclue qu'il a sans doute été mobilisé plutôt dans une usine de pierres artificielles, on décide de le libérer et même de le récompenser de la Croix de Saint-Georges de 4<sup>e</sup> catégorie, avec ses 150 roubles de dotation<sup>72</sup>.
- 41 L'invalidé de retour pendant la guerre même a la malchance de servir de cobaye, à un moment où le temps suffit pour l'examen de chaque dossier. Ces premières expériences, où jouent la maîtrise de ce type d'enquête et l'emploi futur des renseignements collectés, distinguent les institutions focalisées sur les aspects organisationnels et refusant le discours au profit du chiffre et du soin, de la mobilisation du corps social (Zemgor) ; celles tordues entre volonté d'efficacité, désir de moralité et souci de charité pour les « victimes » (comités des membres de la famille impériale, Croix-Rouge russe) ; les instances du pouvoir civil et militaire, central et local, improvisant, légiférant sous la pression des autres acteurs, et pour qui la masse inattendue des invalides est un poids financier et humain dont ils se seraient bien passés. Tous assortissent leur aide de recommandations sur la moralité des assistés ou leur conduite « irréprochable » : leur maintien aux postes fournis dans l'administration « dépendra de leurs capacités et de leur zèle »<sup>73</sup>. On retrouve ici la thématique traditionnelle des sociétés de tempérance qui s'étaient multipliées dans tous les milieux à la fin du siècle précédent. Or cette perception exiguë de la personne éclate avec la mutation accélérée des structures sociales, les individus étant placés devant des choix cruciaux de manière plus impérative et fréquente qu'en temps de paix.
- 42 En effet, il faut compter avec la réaction du combattant à la situation, le choix entre les options qui se présentent à lui en fonction de sa perception des mesures officielles. Parmi les invalides rapatriés, il n'est pas rare de trouver des soldats en bonne santé. Mihajl S. Družinin, capturé dès le 8 août 1914, a ainsi imité la folie, faisant croire qu'il se prenait pour le Christ et allant jusqu'à errer entre les baraques couvert de son propre sang. Les autorités du camp autrichien le renvoient donc le 9 août 1917 en Russie où, raconte-t-il aux employés du Centropolenbež, « j'ai bien évidemment "guéri" instantanément. »<sup>74</sup> Sa stratégie individuelle, qui suppose des complicités ou au moins une solidarité entre prisonniers – la simulation était acceptée comme moyen de changer de camp ou de situation<sup>75</sup> – a parfaitement fonctionné. Družinin n'est pas renvoyé en Autriche, cela va de soi : il perçoit les 25 roubles promis à tout invalide de retour de camp et bénéficie de deux



semaines de permission. Ayant échappé à l'enfer du camp où il survivait depuis 3 ans, il est peu probable qu'il ait à nouveau combattu. La somme des décisions individuelles du même genre ne constitue pas une action collective, mais une telle issue a été rendue possible aussi par une union de fait entre invalides et l'organisation d'un groupe de pression.

## De l'organisation à la marginalisation

- 43 En France, les associations d'invalides se sont concentrées pendant la guerre dans la capitale, où les hôpitaux possédaient l'équipement pour les soins particuliers. Uni par le statut de témoins vivants de la guerre et de gardiens moraux de la mémoire des tombés, ce groupe marginal se rassemble pour la lutte contre l'indifférence, voire le mauvais accueil des valides. Vers la fin de la guerre, les associations locales apparaissent fédérées sur l'ensemble du territoire, surtout dans les régions de tradition radicale et républicaine, moins dans les régions conservatrices où les invalides ont plus confiance en l'action gouvernementale<sup>76</sup>. En Russie, les organisations informelles d'invalides se voient fermement dénoncées par ceux d'entre eux qui prônent la constitution d'une structure complète. En août 1917, P. Jasnov déplore la prolifération des invalides mendiant sur les trottoirs de la capitale ou allant d'appartement en appartement après s'être réparti des zones. Il dénonce les « rôles » que chacun s'attribue pour obtenir un don – attente désœuvrée dans la rue, poursuite du passant et menaces, histoires inventées pour faire pitié<sup>77</sup>. Le mois précédent, une « marche grandiose » à travers toute la ville de Rostov avait réclamé par pancartes interposées des jambes artificielles et des membres permettant le travail, une prise en charge gouvernementale, en récompense de la santé perdue et du sang versé<sup>78</sup>. La rue, de manière générale, apparaît comme le lieu d'expression favori des invalides, alors que les instances officielles et les organisations tendent à les reléguer à l'intérieur, à l'intérieur des établissements sanitaires, des ateliers ou fermes pour invalides, etc.

## Politique des invalides

- 44 Par rapport aux soldats qui se sont échappés de camp et au personnel médical, lui aussi rapatrié, les « simples » invalides peinent à obtenir une reconnaissance spécifique, tant se pose avec acuité le problème sanitaire et social dans une société mobilisée par la guerre. Pourtant, tirant la leçon des dysfonctionnements passés et des voies nouvelles s'ouvrant à la société civile, ils parviennent tôt à s'organiser. Dès le premier numéro de *La voix de l'invalidé*, organe de l'Union des invalides rentrés et rapatriés de camp, le rédacteur anonyme *Invalid* expose les deux slogans fondant la philosophie de l'Union : « les invalides doivent s'occuper des invalides » et « nous n'avons pas besoin de dons de charité », mais de travail pour chacun, chacun selon ses possibilités<sup>79</sup>. Mélange caractéristique de l'époque, son orientation politique est clairement patriotique. Dans le « Testament des invalides en captivité à la Chère Patrie libre », imprimé sur neuf pages, ces invalides se présentent comme des mourants, mais d'un état d'esprit « bien plus fervent » que les vivants. Comme tant d'autres, ils exigent de poursuivre le combat jusqu'à la victoire totale sur la « bête allemande », afin de permettre le retour collectif et une mort paisible<sup>80</sup>.



- 45 Cuirassée de cette *captatio benevolentiae* dramatisée, l'Union créée peu de temps après Février agit en s'inspirant des expériences de la mobilisation politique du front et socio-économique de l'arrière. Confiante en ses capacités d'auto-organisation, elle se donne pour objectif de diffuser les informations sur les événements en cours et sur les traitements, de faire parvenir les pensions aux invalides (en captivité, en soins ou chez eux), d'établir un fichier classant tous les invalides, d'obtenir le transfert de tous les malades et blessés dans les pays neutres, d'organiser artels et ateliers d'invalides pour favoriser leur retour au travail et à la vie sociale. Le conseil directeur consiste en dix soldats et cinq officiers, conformément à la norme en vigueur dans la plupart des comités de soldats du front ; mais, indice de son caractère centralisé, ses trois principaux membres sont officiers. L'Union projette également de rassembler sous sa bannière les prisonniers valides rapatriés, qui disposent pourtant de leur propre structure. Il s'agit moins d'une volonté hégémonique, ou de reconnaître une expérience spécifique de guerre, que du constat que les unions locales d'invalides, trop éparses à tous points de vue, ne peuvent être fédérées « d'en bas » et qu'une organisation qui se donne de telles missions ne se conçoit que depuis le centre. Le congrès convoqué vise le dépassement du corporatisme (local) dans l'action politique (nationale).
- 46 Héritant aussi bien de la structuration croissante des groupes professionnels<sup>81</sup>, sociétés savantes et associations avant guerre, que de l'explosion de la vie démocratique après une révolution ayant libéré droit d'expression et droit de réunion, l'Union réunit les mutilés (*uvečnye*) en congrès du 15 au 27 juin, à Petrograd. Les délégués s'estiment « condamnés par le dédain et l'indifférence criminels du gouvernement tsariste à de pénibles pertes, tourments et souffrances » et exhortent à l'unification de « l'effroyable masse des mutilés », des centaines de comités, de cette « corporation spéciale »<sup>82</sup>. Le congrès respecte parfaitement les règles d'un exercice pourtant inédit pour la plupart des 106 délégués présents – indice optimiste de ferments d'une société civile. Après quatre journées de rapports généraux où la comparaison avec la situation chez les alliés est exposée, le travail en sections occupe trois jours, puis suivent cinq jours de débats acharnés, notamment autour de la structure de l'Union panrusse des soldats mutilés. Le public visé est large : les malades, les civils, les blessés temporaires sont appelés à se joindre aux mutilés permanents<sup>83</sup>. L'Union revendique surtout le monopole et le contrôle sur toutes les manifestations de bienfaisance<sup>84</sup> et obtient, on l'a vu, une place essentielle dans le tout neuf comité interministériel.
- 47 La révolution ne consiste toutefois pas seulement dans la reconnaissance officielle du droit des citoyens à agir pour le progrès général et à s'associer pour défendre leurs intérêts particuliers. Chez les invalides comme dans le reste de la société, le débat autour de la guerre fait rage. Une forme de lutte de classes s'invite, entre soldats du rang conscrits et officiers de carrière, entre « pacifistes » proches des sociaux-démocrates et enthousiastes du « défensisme révolutionnaire ». À l'Assemblée générale des mutilés, malades et blessés tenue le 18 mai 1917 au théâtre Valentin, où 3 000 délégués représentent 15 000 camarades, Karpov se fait tancer par le président E.G. Varnin pour avoir dénoncé les souffrances endurées au nom des capitalistes, et non de la patrie. Malygin, chef de comité d'infirmerie militaire, obtient lui un franc succès, distinguant entre combat sous le tsarisme pour le compte des capitalistes et après Février au nom de la liberté. Dans une union centrée sur la satisfaction des besoins – corporatiste – il admet toutefois la nécessité pour chacun de s'exprimer « en tant que citoyen alors que brûle la Russie ». Emporté par son élan, il fait voter une motion demandant aux comités de soldats

du front une attaque<sup>85</sup>. Un mois plus tard, à Rostov, une marche réclame au contraire la cessation des combats, scandant « À bas la guerre, vive la paix internationale ! »<sup>86</sup>. L'invalidité de guerre ne transcende ni les fractures profondes de la société ni les importantes différences entre capitales et province ou ville et campagne.

- 48 C'est sans doute ce qui explique que les unions formelles d'invalides ont fini par se dissoudre au cours de la guerre civile, alors que les bolcheviks discriminent dramatiquement les combattants du premier conflit et que l'atomisation en micro-sociétés locales fait éclater les solidarités. Le moment exact de transition entre l'ancien et le nouveau système d'aide aux vétérans reste imprécis. Le décret du 28 juin 1919, rendant caduques toutes les exigences envers le gouvernement liées à la « guerre impérialiste », établit une nouvelle base juridique déliant des bolcheviks de toute obligation. Mais dès le 28 avril, le Statut sur l'assistance sociale des invalides de l'Armée rouge distinguait dix catégories de combattants, en excluant d'emblée les soldats de l'armée tsariste et ne prévoyant de verser une pension aux mutilés qu'en cas d'incapacité à assurer sa survie matérielle<sup>87</sup>. Bien que les quatre stades d'invalidité se fondent sur la capacité de travail (de 15 à 100 % de perte), cette dernière ne représente pas le critère prioritaire de l'assistance. On peut supposer qu'au plan local, où se résolvent quotidiennement ces questions, l'appartenance politique et les liens personnels prévalent.
- 49 L'État russe éprouve traditionnellement une certaine difficulté à reconnaître le statut des vétérans et à assister les invalides, dès la guerre russo-turque (1878) et plus encore après la défaite contre le Japon (1905). En 1946 le pouvoir soviétique interdit aux associations d'anciens combattants de poursuivre leur action, trop politique, les invalides ne reçoivent pas de compensation à la hauteur de leur sacrifice<sup>88</sup>. L'entre-deux-guerres voit lui se développer une expérience plus durable que celle des lendemains de conflit. L'Union panrusse d'aide aux invalides de guerre et aux soldats de l'Armée rouge malades et blessés (Vserokompom), fondée le 29 octobre 1919, dont les antennes territoriales subissent une retraite totale avec le passage à la NEP, se réorganise comme nombre d'institutions en 1924. Classiquement, le retour aux affaires consiste, en 1923, en l'organisation de trois campagnes d'agitation, deux passées inaperçues (Jour de l'Armée rouge et Premier Mai), l'autre plus probante : la Semaine de l'aide aux invalides – sans la précision « de guerre » – où les sommes collectées dépassent la moitié du total des 11 millions de roubles reçus en 1923<sup>89</sup>.
- 50 Si l'Union panrusse de production et de distribution des invalides, sous tutelle du Narkomsobes, et l'Union panrusse des unions coopératives d'invalides interviennent aussi, le Vserokompom offre aux invalides une palette de services plus étoffée : pensions, sanatoria, soins spécialisés, ateliers. Celui de cartonnage fonctionne grâce aux commandes publiques, et emploie 31 invalides ou membres de familles d'invalides, plus cinq « spécialistes » valides. Étant donné leurs compétences et leurs capacités physiques, le fait qu'ils perçoivent un salaire de 25 à 50 % supérieur n'apparaît pas indu. D'ailleurs, contraint à l'autofinancement et à la rentabilité, le Vserokompom possède des entreprises où ne travaillent que des valides. Les concerts et autres manifestations de bienfaisance ne rapportent que 492 977 roubles, les activités d'édition 4 153 588 roubles, le commerce de la production des invalides 9 632 056 roubles ; l'Armée rouge participe à hauteur de 3 109 982 roubles (11 % des recettes)<sup>90</sup>. Un succès, relatif si l'on rapporte au nombre supposé d'invalides de guerre : environ 20 roubles par an et par invalide.
- 51 En 1926, la dissolution de la cause des invalides de guerre franchit une nouvelle étape : le Vserokompom, institution dépendant désormais du Narkompros, doit s'occuper de

reclasser les conscrits ayant achevé leur service<sup>91</sup>. Les concessions économiques et politiques de la NEP prennent fin, les autorités du pays font la chasse aux faux-semblants. On entame ainsi la vérification des cartes de membre de la Société des « Amis de l'invalides », au nombre de 450 000, mais avec de fréquents changements de membres, des cellules fantômes et des cotisations ne correspondant qu'à 10 % du chiffre attendu<sup>92</sup> – signe de la faible pression exercée en ce domaine sur des ouvriers soumis à une litanie de contributions « volontaires », et d'un intérêt tout au plus poli pour un groupe complètement désavantagé économiquement.

## Échec de la réinsertion sociale

- 52 Les statistiques du Zemgor de Petrograd nous aident à dessiner les contours sociaux du groupe des invalides de guerre<sup>93</sup>.

< 21 ans	21-24 ans	24-29 ans	30-34 ans	35-39 ans	40-44 ans	> 45 ans	Total
1 580	5 418	5 180	3 854	2 275	537	18	19 182
8,2 %	28,2 %	27 %	20 %	11,9 %	2,8 %	0,9 %	100 %

- 53 Il faut noter que 60,4 % sont paysans, 17,1 % ouvriers : cette catégorie et les urbains en général sont surreprésentés par rapport à leur poids dans la population totale, sans doute du fait de la plus grande mortalité paysanne. Or en 1924, on estime (approximativement) le nombre des invalides de guerre à un million à la campagne, et 250 000 en ville : la guerre civile a été plus rurale que la Grande Guerre. En 1924 toujours, seuls 160 000 perçoivent une pension, 40 000 travaillent dans des coopératives, 40 000 dans des établissements dépendant du Narkomsobes, 3 000 étudient dans l'enseignement supérieur<sup>94</sup>. Le Narkomsobes verse alors 1,9 million de roubles, les subsides locaux totalisent 5 millions, tandis que le Vserokompom débourse 1 million<sup>95</sup>. Ces statistiques sont brouillées par les conditions de prise en charge, la chasse aux pensions par les services du Narkomsobes, et les quelques arnaques montées en épingle – telle celle du contrebandier frontalier Ahmet Ahmedov à Poltarack<sup>96</sup>.
- 54 Le cas des invalides n'a pas suscité de nouvelle réglementation au cours de la guerre : il faut attendre octobre 1918 pour que le pouvoir bolchevik légifère. En dépit des promesses faites, ils opèrent une ségrégation – entre prisonniers s'étant rendus ou non, ayant travaillé pour l'effort de guerre allemand ou non. Les détenus de la Grande Guerre subissent ici le contrecoup des pratiques drastiques de la guerre civile, alors qu'ils sont déjà défavorisés par rapport aux « soldats de l'Armée rouge ». Non seulement les invalides rapatriés en premier, avant mai 1917, reçoivent une compensation inférieure aux arrivants plus tardifs, mais du fait du nouveau plafond de 1 500 roubles, les détenus depuis 1914 ou 1915 perdent le bénéfice de ces années<sup>97</sup>. Enfin, les sommes versées aux *krasnoarmejsi* excèdent largement celles dues à ceux du premier conflit mondial : 250 roubles contre 168 (100 % d'invalidité), 175 contre 108 (70 %), 100 contre 60 (40 %)<sup>98</sup> – sans autre justification que la distinction entre deux combats, deux régimes. Elle contribue sans doute à ancrer socialement l'opposition construite par les bolcheviks entre guerre impérialiste et guerre civile, sacrifice inutile et lutte légitime.
- 55 Or, contrairement aux valides qui sont dans la mesure de se réengager en répondant à l'appel pressant à la mobilisation, les invalides ne peuvent qu'accepter le sort qui leur est fait. Ceux de la Grande Guerre subissent la concurrence de leurs homologues de la guerre

civile, sans qu'il soit bien clair si les invalides distinguent eux-mêmes entre victimes des deux guerres. Pour le docteur Litvinov, leur situation est tout sauf comparable à celle des invalides du travail dont ils ne parviennent pas à se différencier socialement : non seulement eux ont perdu vie sédentaire (*osedlost'*), biens et famille, mais ils sont invalides psychiques, traumatisés, et on devrait les réunir dans des colonies spéciales, comme on le fait déjà à l'étranger<sup>99</sup>. La suite du tableau, tout aussi noirci, brosse le parcours d'un déclassement – chômage, découragement, institutions psychiatriques, dépendances et criminalité – que l'on ne guérira pas avec des pilules ou des traitements électriques, mais par une prise en charge socio-médicale adaptée<sup>100</sup>. Mais ces « demi-déclassés sociaux »<sup>101</sup> au centre de l'attention sont surtout des invalides vivant en ville, comme le montre la prédominance des discours sur les comportements urbains. On leur reproche aussi, sur fond de critique de la complaisance bureaucratique, leur mobilité, entre pseudo *komandirovki* [missions] à Moscou et « tournées » de région en région pour percevoir plusieurs fois l'aide personnelle. La volonté de contrôle et d'efficacité administrative, incarnée dans le projet de remplacer les attestations de tous ordres et époques par une carte unique d'invalides ne tient pas compte des difficultés spécifiques et de l'amertume inévitable des invalides de guerre.

- 56 Au cours de la guerre, on l'a vu, plusieurs types d'institutions publiques ont cherché à rétablir l'accès au travail pour les invalides, en prenant soin de ne pas créer de déséquilibre social supplémentaire dans une Russie où réfugiés, veuves et prisonniers drainent une partie de l'effort financier de guerre. Les administrations d'État organisent des cours et emploient même des invalides – mais à des postes sans qualification véritable, en tant que gardiens ou aides-soignants dans les infirmeries. L'injonction faite aux bourses du travail de privilégier leur accès aux emplois reste largement lettre morte. En janvier 1916, Vasilij Morozenko, invalide à 90 % et réfugié de Volhynie, se désespère de passer de bureaux en bureaux « pleins de bonnes femmes » sans succès. Après avoir suivi les cours d'économie et de droit agricole de Petrograd, il ne trouve pas de travail auprès de la Direction territoriale (*zemskaia uprava*) de Poltava<sup>102</sup>. Pendant la guerre civile, les vagues incontrôlées de retour de camp et du front s'ajoutent à la liquidation des organisations expertes dans le traitement des victimes de guerre – en particulier celles appartenant au réseau du Zemgor – jusqu'à perdre la compétence de procéder à leur décompte. La démobilisation ratée de l'armée impériale et les deux pics de retour de camp (novembre 1918 à février 1919 et 1920-1921) aggravent l'impuissance organisationnelle des instances locales, elles-mêmes victimes de l'ensemble des défauts des institutions soviétiques de la guerre civile.
- 57 Les invalides ne résolvent pas non plus ce problème, lié à ceux du logement et du remplacement des membres perdus. Si le congrès des mutilés de juin 1917 prône l'ambitieux exemple italien d'écoles professionnelles<sup>103</sup>, sa section d'éducation culturelle propose un programme assez peu développé en comparaison de ces intentions et de ce qui se fait ailleurs en Russie. Le recours systématique aux « spécialistes » valides dans les ateliers coopératifs d'invalides révèle l'ampleur de l'échec de la formation pour ces adultes – qui n'a d'égal que l'effondrement de l'utopie des maisons pour invalides. Inspirées du modèle allemand (qui devait être étendu aux prisonniers de guerre, sous la pression du Bureau soviétique des prisonniers de guerre à Berlin<sup>104</sup>), les rares expériences ont dû être balayées par le passage à la NEP, tant leur mention est ténue dans les sources des années postérieures. Quant aux prothèses, la fabrication (en dehors de Petrograd, Moscou et Kiev) ou le sur-mesure font problème. On en a produit à peine 70 000 depuis le

début de la guerre, alors qu'elles doivent être réparées tous les deux ans<sup>105</sup> : on reste loin des deux prothèses par moignon dans un délai de 3 ans maximum exigées pour chaque mutilé<sup>106</sup>. Or, parmi les multiples activités envisagées par les coopératives d'invalides, aucune ne prend en charge cette activité, probablement en raison de sa faible rentabilité.

- 58 L'esprit de la NEP ainsi assimilé par les organisations d'invalides n'empêche pas ces derniers, comme nombre d'organisations proches du Parti, de reprocher à la société d'avoir oublié « au son du fox-trot » le fait que la guerre « est le compagnon inepte et cruel du capitalisme, n'est pas un malheur ou une catastrophe naturelle, mais la défaite de l'homme, le phénomène suprême des contradictions internes du capitalisme, une psychose spasmodique du capitalisme. »<sup>107</sup> On pousse de fait les invalides à financer leur survie par les jeux de hasard (loteries, jeux de cartes... voire tir !), tout en taxant lourdement ces jeux<sup>108</sup>.
- 59 À l'instar de toutes les institutions de ce type, l'union coopérative des invalides de la région du Don, en Ukraine, a mis un certain temps à trouver son équilibre organisationnel. Solidement refondée en août 1923, soit après 5 à 9 ans d'invalidité pour les combattants de la Grande Guerre, l'union associe 502 personnes dans 36 artels en octobre 1923, et 1 252 dans 77 unités un an plus tard<sup>109</sup>. Elle mène une typique « lutte pour le marché » dans la boulangerie, et surtout l'exploitation de sources, son eau Aksaj entrant en concurrence avec le Kavminvod et Zari.
- 60 Les membres des artels, de plein droit, ne peuvent se passer de spécialistes non invalides, au départ membres aussi (8 %), puis à partir d'octobre 1924 seulement employés (37 %)<sup>110</sup>. S'ils travaillent mieux (c'est-à-dire produisent plus), c'est toutefois moins du fait de leur validité que de leur formation professionnelle, qui continue à faire cruellement défaut aux invalides. La situation est encore pire à la campagne, où les invalides déqualifiés se consacrent à la vente de productions faites par d'autres, créant un type social à la frontière de celui de mendiant. La brochure éditée par l'union en 1926 établit une intéressante typologie au sommet de laquelle trône l'invalides du travail, qualifié, puis se succèdent l'invalides de la Grande Guerre qui aurait eu le temps de se former, et enfin l'invalides de la guerre civile, jeune, sans capacités ni avenir<sup>111</sup>. Pourtant, on a constaté les limites de la requalification des invalides de 14-18 : c'est dire l'abandon dont se sentent victimes ceux de la génération suivante, et leur ressentiment.
- 61 À la marge des contradictions de la NEP, un autre programme consiste à offrir aux invalides une terre à cultiver. En 1917, la section agraire du congrès des mutilés avait proposé des options assez radicales sur le fond, mais s'apparentant dans la forme à un « partage gris » où la Constituante légiférerait, et le gouvernement ferait appliquer les saisies de terres « ministérielles, privées, monastiques et ecclésiastiques », accordées y compris aux mutilés non paysans, à proximité de leur lieu de résidence. Les mutilés incapables de prendre en charge une exploitation doivent être rassemblés soit en artels, soit en colonies « d'une taille suffisante pour que soient construits une maison pour invalides et orphelins de guerre, des ateliers, des jardins, des étables, des potagers et des champs pour les céréales et le foin »<sup>112</sup>.
- 62 Le Vserokompom essaie par la suite « de ne pas oublier que les invalides de guerre sont paysans en majorité »<sup>113</sup> mais les enjoint à se prendre en charge eux-mêmes. Il organise tout de même le sovkhoe « Arhangel'skoe » dans la province de Moscou (arrondissement de Voskresensk), où travaillent en 1923 vingt-six invalides et trois saisonniers valides. Une enquête montre qu'au début de l'année le déficit se monte à 80 000 roubles, que le bétail est inapte au travail, mais que la ferme laitière tout juste construite fonctionne

parfaitement<sup>114</sup>. En 1927, le potager et la ferme laitière ne sont plus rentables : le gel et les inondations ont détruit choux, betteraves, tomates et choux-fleurs ; sans alimentation normale, les vaches ne mettent plus bas<sup>115</sup>. Dans ces dossiers consacrés au sovkhoe, pas un mot sur les invalides – qui sont-ils, quelle est leur invalidité, comment travaillent-ils, que pensent-ils –, qui paraissent livrés à eux-mêmes.

## Conclusion

- 63 Un choc, une blessure qui conduit à l'amputation ou à la perte de la capacité de travail fait du combattant un invalide qui, à l'exception des malchanceux retenus derrière les barbelés des puissances adverses, quitte la guerre. Il n'en est pas pour autant quitte avec elle : si le combat s'éloigne, son souvenir reste vif, la lésion vivace, dans une société mobilisée par l'effort de guerre et l'objectif de la destruction totale de l'ennemi, où les « vaincus » n'ont pas leur place. Le retour d'individus non seulement impropres au combat, mais désormais moins ou plus du tout en mesure de subvenir aux besoins des leurs, ne peut que contrarier le pouvoir civil qui doit contribuer à leur survie et à leur réadaptation, les autorités militaires qui voient en eux des contre-exemples vivants de l'aveugle optimisme officiel, et sans doute les familles qui ne savent comment supporter ce poids psychologique et financier. Les manifestations des œuvres de charité auxquelles participe parfois l'invalide ne le sortent ni de son isolement, ni de sa marginalité, et leurs produits dérisoires récompensent mal un sacrifice involontaire et ressenti comme injuste.
- 64 À l'instar d'autres groupes sociaux déjà structurés ou de collectifs soudés par une certaine expérience de guerre, les invalides participent à l'explosion démocratique de l'année 1917, avec ses controverses politiques et son apprentissage de l'action commune. Celui-ci prend toutefois fin avec le déclenchement de la guerre civile et l'éparpillement des anciens combattants. L'occasion offerte sous la NEP de renouer avec l'activisme social ne donne que de maigres résultats : on ne reconnaît ni la spécificité de l'invalidité de guerre, ni les mêmes droits aux victimes du premier conflit mondial, dénoncés comme privilégiés alors qu'ils disparaissent des discours et doivent faire face individuellement à un sort peu enviable.
- 65 L'expérience de ces soldats, dans l'ombre du souvenir traumatique de la guerre civile et de sa mythification par le régime, est progressivement tombée dans l'oubli – en dépit de structures leur permettant ponctuellement de rappeler leur histoire : soirées du souvenir organisées à l'*izba-čital'nja*, assemblées des cellules locales de la DOSAAF ou de l'Osoaviahim<sup>116</sup>. Dans les années 1970, on chantait encore au cœur de la campagne soviétique des *častuški* au sujet des soldats de la Grande Guerre. Ces couplets<sup>117</sup> traditionnellement scandés en répons ressassaient le thème de jeunes hommes enlevés au village et de paysannes que la guerre laisse finalement seules. Dans la mentalité collective russe, les combattants de la Première Guerre mondiale forment une génération sacrifiée de disparus et d'invalides, privés d'avenir.

---

## ANNEXES

### Annexe 1. Častuški

РАЗНЕСЧАСТНЫЙ ТЫ ГЕРМАНЕЦ  
МНОГО ГОРЮШКА НАНЁС,  
ВСЕХ ХОРОШЕНЬКИХ РЕБЯТУШЕК  
В СОЛДАТУШКИ УВЁЗ.

ДОРОГА МОЯ ПОДРУЖЕНЬКА  
ВТОРОЙ РАЗРЯД БЕРУТ.  
НЕУЖЕЛИ НАШИ КРОВОЧКИ  
ОБРАТНО НЕ ПРИДУТ.

ЧТО ЖЕ ДЕЛАТЬ КОГДА СКУКА?  
НАДО К СКУКЕ ПРИВЫКАТЬ.  
СКОРО С КРОВОЧКОЙ РАЗЛУКА.  
ЕГО НАДО ЗАБЫВАТЬ.

Я У ТЯТИНЬКИ ОДНА,  
РЕЧКУ СМЕРИЛА ДО ДНА.  
НИКТО СОЛДАТИКА НЕ ЛЮБИТ  
Я ОСМЕЛИЛАСЬ ОДНА.

ПОЛЮБИЛА ДВУХ ИВАНОВ  
НА ВЕЛИКИЕ ГРЕХИ,  
ОДНОГО ОТДАЛИ В СОЛДАТЫ,  
А ДРУГОГО - В ПАСТУХИ.

ЛЮБИ ПОДРУЖЕНЬКА СОЛДАТИКА  
И Я БУДУ ЛЮБИТЬ,  
ОБРАЗОВАННЫЕ ЛЮДИ  
ЗНАЮТ ЧТО ПОГОВОРИТЬ.

МНЕ СОЛДАТ ЛЮБОВЬ НАВЯЗЫВАЛ,  
СОЛДАТА НЕ ХОЧУ.  
НЕ ДОСТАВАЙСЯ МОЯ МОЛОДОСТЬ  
СОЛДАТУ ЛИХАЧУ.

ВОЛОСА МОИ КУРЧАВЫ,  
СЛУЖИТ ШУРОЧКА В ВАРШАВЫ.  
ОТСЛУЖИ МОЙ ДОРОГОЙ,  
ВАРШАВА ГОРОД НЕ ХУДОЙ.

СНЕЖКИ ПАЛИ, СНЕЖКИ ПАЛИ,  
ОТ ДОЖДЯ РАСТАЯЛИ.  
ШУРУ СДАЛИ, ВДАЛЬ УГНАЛИ,  
ДЕВУШКУ ОСТАВИЛИ.



## NOTES

1. Deborah Cohen, *The War Come Home: Disabled Veterans in Britain and Germany, 1914-1939*, Berkeley: University of California Press, 2001, p. 190.
2. Dorena Caroli, *L'Enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique (1917-1937)*, P. : L'Harmattan, 2004.
3. Peter Gatrell, « War, Population Displacement and State Formation in the Russian Borderlands, 1914-1924 », in Samuel Baron, Peter Gatrell, édés., *Homelands: War, Population and Statehood in Eastern Europe and Russia, 1918-1924*, Londres : Anthem Press, 2004, p. 10-34.
4. *Prostituka* [La prostituée], film de Oleg Frelih, Belgoskino, 1926. Le film, de ce point de vue, affiche une contradiction majeure, qui révèle la difficulté de l'association entre scénario de fiction et parties « scientifiques », didactiques. Dans les diagrammes présentés à l'écran, la croissance du phénomène entre 1910 et 1926 est évidente. En revanche, le mari de l'héroïne meurt non au combat, mais de manière triviale.
5. *Bezprizorniki o sebe* [Souvenirs d'enfants abandonnés], M., 1924.
6. Beate Fieseler, « Razvitie gosudarstvennoj pomošči invalidam v Rossii ot pozdnej imperii do stalinskoj "revoljucii sverhu" [Le développement de l'aide de l'État aux invalides en Russie de la fin de l'Empire à la "révolution par le haut" stalinienne] », in I.V. Narskij, O.S. Nagornaja, et alii, édés., *Opyt mirovyh vojn v XX-om veke* [L'expérience des guerres mondiales au xx<sup>e</sup> siècle], Čeljabinsk, 2007, p. 49-64.
7. Les travaux de M. Krivošeev dans *Rossija i SSSR v vojnah XX veka: Poteri vooruženyh sil* [La Russie et l'URSS dans les guerres du xx<sup>e</sup> siècle : Les pertes des forces armées], M. : Olma-Press, 2001, restent les plus complets, mais ils pèchent en cherchant tantôt à établir une moyenne, tantôt à extrapoler des chiffres – dont l'amplitude varie fortement, du fait du caractère incomplet de la statistique et de son emploi dans la lutte idéologique autour de la mémoire du conflit entre émigrés et soviétiques.
8. M.M. Gran, « Opyt izučenija sanitarnyh posledstvij vojny 1914-1917 v Rossii [Expérience de l'étude des conséquences sanitaires de la guerre 1914-1917 en Russie] », in M.M. Gran, P.I. Kurkina, P.A. Kuvšinnikova, édés., *Trudy komissii po obsledovaniju sanitarnyh posledstvij vojny 1914-1920 gg.* [Travaux de la commission d'études des conséquences sanitaires de la guerre 1914-1920], M. : GIZ, 1923, p. 36-37.
9. N.N. Golovin, *Voennye usilija Rossii v mirovoj vojne* [Les efforts militaires de la Russie dans la guerre mondiale], M. : Kučkovo-Pole, 2001 (rééd. des deux tomes parus à Paris en 1939), p. 137. L'historien, exilé à Paris après guerre, distingue mal entre les blessés légers et les malades, et propose constamment d'arrondir les chiffres.
10. S.A. Novosel'skij, « Materialy po statistike travmatizma, boleznenosti i invalidnosti v vojnu 1914-1917 gg. [Traumatismes, santé précaire et invalidité dus à la guerre 1914-1917, statistiques] », in *Trudy komissii po obsledovaniju sanitarnyh posledstvij vojny 1914-1920 gg.*, p. 227.
11. *Ibid.*, p. 198.
12. O. Nagornaja, citant les prévisions de Levickij pour la répartition des invalides dans les provinces russes, *Drugoj voennyj opyt: Rossijskie voennoplennye Pervoj mirovoj vojny v*

*Germanii (1914-1922)* [L'autre expérience militaire : Les prisonniers de guerre russes de la Première Guerre mondiale en Allemagne (1914-1922)], M. : Novyj Hronograf, 2010, p. 361.

13. Golovin, *Voennye usilija Rossii v mirovoj vojne*, p. 155-156.

14. V.I. Jakovenko, « Ob organizacii pomošči duševno-bol'nyh voïnam [De l'organisation de l'aide aux combattants malades mentaux] », *Izvestija Vserossijskogo sojuza gorodov pomošči bol'nyh i ranenym voïnam*, n° 9, 15 mars 1915, p. 50.

15. V. Rozanov, « Pomogite uvečnym [Aidez les mutilés] », *Izvestija Vserossijskogo sojuza gorodov pomošči bol'nyh i ranenym voïnam*, n° 9, 1<sup>er</sup> août 1915, p. 7-8.

16. Novosel'skij, « Materialy po statistike travmatizma... », p. 199.

17. « O pomošči nižnym činam, vyhodjaščim iz lazaretov [De l'aide aux rangs inférieurs sortant des infirmeries] », *Izvestija Vserossijskogo sojuza gorodov pomošči bol'nyh i ranenym voïnam*, n° 9, 15 mars 1915, p. 28.

18. Soit un tiers des pertes de l'Entente, et un quart des pertes totales. B.C. Uralnis, *Istorija voennyh poter'* [Histoire des pertes militaires], SPb. : Poligon, 1994 (rééd. de 1960), p. 178.

19. Il s'agit d'un thème peu étudié pour ce front, en dehors de l'ouvrage d'époque rédigé par A.N. De Lazari, officier de l'armée tsariste, puis de l'Armée rouge : *Himičeskoe oružie na frontah mirovoj vojny 1914-1918 gg.* [L'arme chimique sur les fronts de la guerre mondiale 1914-1918], M., 1935. Les Allemands ont employé cette arme à l'Est la première fois le 31 mai 1915, événement sur lequel portent d'ailleurs les premières enquêtes de la commission Krivcov, RGVIA (Rossijskij gosudarstvennyj voenno-istoričeskij arhiv – Archives d'histoire militaire de l'État russe), f. 13159, op. 1, d. 1 à 7). Mais c'est surtout autour de la bourgade biélorusse de Smorgon, début septembre 1916, que les deux armées se sont affrontées à coup de gaz asphyxiants.

20. L'appréciation de cette atteinte est différente en Grande-Bretagne et en Allemagne. Cf. *Hysterical Men: War, Psychiatry and the Politics of Trauma in Germany, 1890-1930*, Ithaca : Cornell University Press, 2003.

21. Kim Friedlander, « Neskol'ko aspektov shellshock'a v Rossii, 1914-1916 [Quelques aspects de la commotion en Russie, 1914-1916] », in *Rossija i Pervaja mirovaja vojna* [La Russie et la Première Guerre mondiale], SPb., 1999, p. 315-325.

22. S.A. Preobraženskij, *Materialy k voprosu o duševnyh zabolevanijah voïnov i lic pričastnyh k voennym dejstvijam* [Documents sur la question des maladies mentales des combattants et de ceux qui ont pris part aux actions militaires], Petrograd, 1917, p. 172.

23. I.E. Sirotkina, « Rossijskie psihiatry na Pervoj mirovoj vojne [Les psychiatres russes à la Première Guerre mondiale] », *Nauka, tehnika i obščestvo Rossii i Germanii vo vremja pervoj mirovoj vojny* [Sciences, techniques et société en Russie et en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale], SPb. : Nestor-Istorija, 2007, p. 326-344.

24. S.A. Preobraženskij, « O pomošči nervno-psihičeskim invalidam [De l'aide aux invalides souffrant de névroses et de troubles psychiques] » rapport au Congrès panrusse des psycho-neurologues, Petrograd, 3 janvier 1924, GARF (Gosudarstvennyj arhiv Rossijskoj federacii – Archives d'État de la fédération de Russie), f. 4347, Vserokompom, op. 1, d. 853, l. 6.

25. Peter Holquist, « “Information Is the Alpha and Omega of Our Work”: Bolshevik Surveillance in Its Pan-European Context », *The Journal of Modern History*, 69, 1997, p. 415-450.

26. Le général de division Adabaš, directeur de la Commission de censure militaire de Petrograd, dépouille ainsi la section de la censure cinématographique le 19 avril 1916, RGVA, f. 13836, op. 1, d. 44, l. 108.
27. GARF, f. 3333, Centropenbež, op. 1a, d. 66, l. 47-48.
28. Hubertus F. Jahn, *Patriotic Culture in Russia During World War I*, Ithaca : Cornell University Press, p. 172-173.
29. Ledit Bekhterev a pleinement participé à la culture de guerre, en publiant l'opuscule *Guillaume II – dégénéré de type néronien* (SPb., 1915).
30. K.P.K., *Kaleka, ne sdavajsja ! Mysli i nabljudenija odnorukovogo* [Estropié, ne te rends pas ! Réflexions et observations d'un manchot], Petrograd : A.F. Dervien, 1916.
31. John Horne, Alan Kramer, *Les atrocités allemandes*, P. : Tallandier, 2005 ; Jahn (*Patriotic Culture in Russia*, p. 166) note d'ailleurs qu'au cinéma ce thème a précédé de peu le début même de la guerre.
32. *Zverstva protivnika v očerkah i fotografičeskikh*, Comité Skobelev, Petrograd, 1916.
33. RGVA, f. 13836, op. 1, d. 44, l. 131-131 ob.
34. A.L. Sidorov, éd., *Revoljucionnoe dvizhenie v armii i na flote, 1914-fevral' 1917* [Le mouvement révolutionnaire dans l'armée et la marine, 1914-février 1917], M.: Nauka, 1966, p. 95.
35. A.K. Wildman, *The End of the Imperial Army*, t. 1 : *The Old Army and the Soldiers' Revolt (March-April 1917)*, Princeton University Press, 1980, p. 80.
36. *Ob učastii Vserossijskogo zemskogo sojuza v dele okazaniya pomošči uvečnym i poterjavšim trudosposobnost' voïnam* [De la participation de l'union des zemstvos dans l'aide apportée aux combattants mutilés et à ceux ayant perdu leur capacité de travail], M., 1916, p. 62.
37. L'estimation basse est celle déjà mentionnée de l'émigré N.N. Golovin, pour qui semble importer plus le nombre de morts au combat ; l'estimation (sans doute un peu trop) haute appartient au commissaire du Peuple à la santé, N. Semaško, « Mirovaja vojna i narodnoe zdorov'e [La guerre mondiale et la santé nationale] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 7, 1<sup>er</sup> août 1924, p. 18. Il est probable qu'en cette occasion jubilaire, au moment où l'URSS faisait son retour dans le concert des nations, il importait de redonner toute son ampleur à la participation russe au conflit mondial, pomme de discorde avec les anciens alliés et les émigrés « blancs ».
38. G.V. Severin, *Ranenye oficery i nižnie činy, ih èvakuacija, deneznoe i veščevoe dovol'stvie, pensionnye prava i takže obespečenie semej lic, prizvannyh na vojnu* [Les officiers et les rangs inférieurs blessés, leur évacuation, leur solde et leurs effets, leur droit à pension ainsi que la prise en charge des familles des appelés à la guerre], Petrograd, Conseil suprême, 1915, p. 34.
39. A. Il'juhov, *Kak platili bol'seviki : Politika sovetskoj vlasti v sfere oplaty truda v 1917-1941 gg.* [Comment les bolcheviks payaient-ils : la politique du pouvoir soviétique dans la sphère de la rémunération du travail en 1917-1941], M. : Rosspen, 2010, p. 24.
40. Traités, une fois n'est pas coutume, « à l'égal des soldats ». *Vserossijskij s'ezd delegatov uvečnyh voïnov. Otčet o trudah (15-27 ijunia 1917)* [Congrès panrusse des délégués des combattants mutilés : compte rendu des travaux (15-27 juin 1917)], Petrograd, CK Vserossijskogo Sojuza uvečnyh voïnov, 1917, p. 35.
41. *Ibid.*, p. 31.

42. Information immédiatement diffusée auprès du public concerné. « Pensionnyj vopros [La question des pensions] », *Golos invalida*, n° 3, 4 juillet 1917, p. 4.
43. *Vserossijskij s'ezd delegatov uvečnyh voïnov*, p. 34-35.
44. Olga Pichon-Bobrinckoy, « Action publique, action humanitaire pendant le premier conflit mondial », *Cahiers du monde russe*, vol. 46 (4), 2005, p. 673-698.
45. Fieseler, « Razvitie gosudarstvennoj pomošči invalidam v Rossii... », p. 50.
46. La soi-disant « nationalisation » de l'industrie cinématographique, réclamée par certains entrepreneurs et propriétaires de salles plus que vraiment souhaitée par le pouvoir bolchevik, a ainsi complètement échoué. V.S.Listov, *Rossija, Revoljucija, Kinematograf* [La Russie, la révolution, le cinématographe], M. : Materik, 1995, p. 59-76.
47. Institution centrale monopolisant en Russie rouge le traitement des réfugiés et des prisonniers. Pour une histoire institutionnelle complète, quoique limitée du point de vue de l'interprétation, voir I.P. Ščerov, *Centroplenbež v Rossii (1918-1922)* [Le Centroplenbež en Russie (1918-1922)], Smolensk, SGPU, 2000.
48. Peter Gatrell, *A Whole Empire Walking: Refugees in Russia During World War I*, Bloomington: Indiana University Press, 1999, p. 41-42.
49. Soit 643 dossiers sur 1931, RGVA, f. 16070, Aleksandrovskij komitet o ranenych [Comité Aleksandr pour les blessés].
50. RGVA, f. 16070, op. 1, d. 686, 1712 à 1714.
51. RGVA, f. 16070, op. 1, d. 1779, l. 2.
52. *Smeta dohodov i rashodov invalidnogo kapitala na 1916 g.* [Estimation des revenus et des dépenses du capital invalide pour 1916], Aleksandrovskij komitet o ranenych, 1916, p. 1-2, 3, 21.
53. RGIA (Rossijskij gosudarstvennyj istoričeskij arhiv – Archives d'histoire de l'État de Russie), f. 23, ministère du Commerce et de l'Industrie, op. 5, d. 62, l. 3.
54. Le gouverneur de Minsk, en particulier, insiste auprès du général Alekseev sur leur rôle dans la bonne conduite de la mobilisation, et dans l'organisation de l'effort de guerre. RGVA, f. 2005, Direction politique militaire et civile sous le Commandant en chef suprême, 1914-1918, op. 1, d. 79, l. 601-602, 630-631, 681.
55. « O provedenii meroprijatij po ustroïstvu uvečnyh voïny [De la prise de mesures pour l'insertion des combattants mutilés] », RGIA, f. 23, op. 5, d. 62, l. 5-7.
56. Cohen, *The War Come Home*, p. 189.
57. John Paul Newman, « Forging a United Kingdom of Serbs, Croats and Slovenes: The legacy of the First World War and the "invalid question" », in Dejan Djokić, James Ker-Lindsay, éds., *Next Perspectives on Yugoslavia: Key Issues and Controversies*, Londres : Routledge, 2011, p. 46-61.
58. RGVA, f. 366, Première Guerre mondiale, op. 2, d. 5, l. 8-10 (lettre), 11-18 (témoignages sur les cruautés allemandes en captivité).
59. Nagornaja, *Drugoj voennyj opyt*, p. 110.
60. N.M. Ždanov, *Russkie voennoplennye v mirovoj voïne 1914-1918* [Les prisonniers de guerre russes pendant la Première Guerre mondiale, 1914-1918], M. : Vseroslavštáb, 1920, p. 77.
61. Nagornaja, *Drugoj voennyj opyt*, p. 129.
62. « Vozmeščenie rashodov po soderžanju plennyh [Le dédommagement des dépenses pour l'entretien des prisonniers] », f. 14928, Mos. Gor. Komitet pomošči voennoplennym,

op. 1, d. 23, l. 12-16 (état de la question en 1917), l. 21-21 ob (situation après Brest-Litovsk).

63. Ainsi Pavel P. Lagunov, ayant rassemblé dans la colonne de retour de Silésie les reconnaissances de dette de ses camarades des camps de Neisse (66 780 marks) et de Gradenfrei (23 100), s'adresse (en vain) aux autorités soviétiques en février 1919. GARF, f. 3333, op. 8, d. 4, ll. 243-244 ob.

64. « Internirovanie v Norvegii [Internement en Norvège] », *Russkij voennoplennyj*, n° 7, décembre 1917, p. 7-8.

65. Spiski invalidov lagerja Horsereda [Listes des invalides du camp de Horserød], RGVIA, f. 12651 (ROKK), op. 1, d. 135, 22 l.

66. RGAKFD (Rossijskij gosudarstvennyj arhiv kinofotodokumentov – Archives de l'État russe de documents photographiques et cinématographiques), film n° 553 (1918).

67. Žurnal 21-go zasedanija Prezidiuma CK po delam o voennoplennyh [Procès-verbal de la 21<sup>e</sup> réunion du CC du Présidium aux affaires des prisonniers de guerre], 10 janvier 1918, RGVIA, f. 12651 op. 11, d. 142, l. 32.

68. Rapport de la commission du Centropolenbež des lignes Orša-Borisov et Orša-Mogilev, septembre 1918, GARF, f. 3333, op. 2, d. 70, l. 286-287 ob.

69. Rapport du point d'accueil de Smolensk, 29 novembre 1918. GARF, f. 3333, op. 9, d. 30, l. 7.

70. Procès-verbal de la réunion du 13 août 1915, RGVIA, f. 13159, op. 6, d. 1803, l. 26 ob. Pour les années 1915 et 1916, 25 dossiers (RGVIA, f. 13159, op. 6) sont entièrement consacrés aux invalides. Début 1917, deux envoyés spéciaux vont même les accueillir à Torneo même, afin d'avoir la primeur de leur témoignage avant les instances en concurrence. Procès-verbal de la réunion du 14 avril 1917, RGVIA, f. 13159, op. 6, d. 1803, l. 135 ob.

71. RGVIA, f. 3333, op. 1, d. 87, tome 1, l. 1-3.

72. GARF, f. 3333, op. 1a, d. 66, l. 13-29 (en particulier 13, 15, 23 ob, 25).

73. RGIA, f. 23, op. 5, d. 62, l. 5, 7.

74. Formulaire d'interrogatoire de l'invalidé Mihajl S. Družinin, GARF, f. 3333, op. 1, d. 87, tome 2, l. 494 ob.

75. Nagornaja, *Drugoj voennyj opyt*, p. 248-249.

76. A. Prost, *Les Anciens combattants et la société française*, P. : Presses de la FNSP, 1977, t. 1: *Histoire*, p. 28-44.

77. P. Jasnov, « Pečal'noe javlenie [Triste phénomène] », *Golos invalida*, n° 7, 7 août 1917, p. 3.

78. « V provincii [En province] », *Golos invalida*, n° 4-5, 19 juillet 1917, p. 4.

79. Invalid, « Zapiski invalida [Notes d'un invalide] », *Golos invalida*, n°1, 15 juin 1917, p. 3.

80. « Zaveščanie invalidov iz plena [Le testament des invalides revenus de captivité] », sans date, RGVIA, f. 366, op. 2, d. 5, l. 20-24.

81. Mis en lumière de manière féconde par Ilya V. Gerasimov dans *Modernism and Public Reform in Late Imperial Russia : Rural Professionals and Self-Organization, 1905-1930*, Londres-New York : Palgrave Macmillan, 2009.

82. *Vserossijskij s'ezd uvečnyh vojnov* [Le congrès panrusse des combattants mutilés], p. 5-9.

83. « Struktura Vserossijskogo sojuza uvečnyh vojnov [La structure de l'Union panrusse des combattants mutilés] », *ibid.*, p. 25.
84. *Ibid.*, p. 27.
85. *Golos invalida*, n° 1, 15 juin 1917, p. 3-4.
86. « V provincii », *Golos invalida*, n° 4-5, 19 juillet 1917, p. 4.
87. *Dekrety sovetskoj vlasti* [Décrets du pouvoir soviétique], 1919, t. 5, p. 118-122.
88. B. Fieseler, « The Bitter Legacy of the “Great Patriotic War”: Red Army Disabled Soldiers under Late Stalinism », in Juliane Fürst, éd., *Late Stalinist Russia: Society between Reconstruction and Reinvention*, Abingdon-New York, 2006, p. 46-61; Mark Edele, *Veterans of the Second World War: A Popular Movement in an Authoritarian Society, 1941-1991*, Oxford University Press, 2008.
89. *Vserokompom. God raboty* [Comité panrusse d'aide, une année de travail], M., 1923, p. 5-6, 10-11.
90. *Ibid.*, p. 21-22, 28.
91. « Postanovlenie VCIK'a i SNK ot 7 nojabrja 1925 [Résolution du VCIK et SNK du 7 novembre 1925] », *Sovestkoe uzakonenie*, n° 1961, 1925, p. 499.
92. R. Rejn, « O pereregistracii členov “Drug Invalida i Krasnoarmeja” [Du réenregistrement des membres des “Amis de l'Invalide et du soldat de l'Armée rouge”] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 5, 1926, p. 40-41.
93. Novosel'skij, « Materialy po statistike travmatizma... », p. 226 et 201.
94. « Invalidy vojny i Krasnaja armija [Les invalides de guerre et l'Armée rouge] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 4, 1924, p. 1-2.
95. « Pjat' let [Cinq ans] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 10, 1925, p. 6.
96. « Pod stekljannyj kolpak [Sous une cloche de verre] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 3-4, 1929, p. 27.
97. Nagornaja, *Drugoj voennyj opyt*, p. 354.
98. GARF, f. 3333, op. 5, d. 62, l. 18.
99. Dr A.V. Litvinov, « Invalidy vojny [Les invalides de guerre] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 3, 1924, p. 2.
100. Litvinov, « Invalidy vojny », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 6, 1924, p. 2.
101. V. Glinkin, « Gastrolertsvo invalidov i metody bor'by s nim [La tournée des invalides et les méthodes de lutte contre elle] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 14, 1925, p. 3.
102. RGIA, f. 23, op. 5, d. 62, l. 19 ob.
103. *Vserossijskij s'ezd uvečnyh vojnov*, p. 37.
104. Nagornaja, *Drugoj voennyj opyt*, p. 354.
105. L. Judin, « Bol'she vnimanija proteznomu delu [Davantage d'attention au problème des prothèses] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 10, 1926, p. 82-83.
106. *Vserossijskij s'ezd uvečnyh vojnov*, p. 62-65.
107. L.M. « Eščë odno usilie ! [Encore un effort !] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 4, 1924, p. 2.
108. S. Andreevskij, « Ščastlivyj nomer i nalogi [Le loto et les impôts] », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 19, 1924, p. 3-4.

109. *Donskaja invalidnaja kooperacija* [L'union coopérative des invalides du Don], Rostov-sur-le-Don, 1926, p. 7-9.
110. *Ibid.*, p. 34-35.
111. *Ibid.*, p. 33.
112. *Vserossijskij s'ezd delegatov uvečnyh voïnov*, p. 51-53.
113. « Pjat' let », *Bjulleten' Vserokompoma*, n° 10, 1925, p. 7.
114. GARF, f. 4347 (Vserokompom), op. 1, d. 855.
115. GARF, f. 4347, op. 1, d. 856, l. 72-74 ob.
116. Il reste à étudier le profil des membres de ces « associations volontaires de masse » et à évaluer, entre autres, le positionnement des anciens combattants sur la ligne de crête étroite entre pacifisme officiel et préparation militaire explicite.
117. Je tiens ici à remercier chaleureusement Vladimir Černaev pour m'avoir offert ces strophes collectées par ses soins auprès des doyennes du village de Ramen'e, au sud-ouest de la province de Novgorod, entre 1971 et 1974.

## RÉSUMÉS

### Résumé

Une amputation ou la perte de la capacité de travail fait du combattant un invalide qui, à l'exception des détenus en camp, quitte la guerre. Mais le souvenir du combat reste vif, alors que la société est, elle, hypnotisée par l'effort de guerre. Le retour d'individus impropres au combat et inaptes à subvenir à leurs besoins contrarie le pouvoir civil qui doit organiser leur réadaptation, les autorités militaires qui voient en eux des contre-exemples, et les familles forcées de supporter ce poids psychologique et financier. Les œuvres de charité auxquelles participe l'invalidé ne brisent pas sa marginalité ; leurs produits dérisoires récompensent mal un sacrifice involontaire et ressenti comme injuste. Les invalides participent donc activement à l'explosion démocratique et aux controverses politiques de l'année 1917. Leur apprentissage de l'action commune prend fin avec le début de la guerre civile et l'éparpillement des anciens combattants. En dépit du regain de l'activisme social permis par la NEP, on ne reconnaît ni la spécificité de l'invalidité de guerre, ni les mêmes droits aux victimes du premier conflit mondial qu'aux vétérans de l'Armée rouge.

### A crippled society

Permanently disabled, a fighter left the war, except for those detained in camps. But after the fight had ceased, the veteran still felt its burn and lived in this memory among men and women that the war effort made insensitive. Invalids came back unable to fight and to provide for themselves. This fact displeased civil authorities in charge of their rehabilitation, military authorities intending to mobilize new recruits and pretending to the final victory, and families forced to bear such a financial and psychological burden with so little official assistance. Invalids took sometimes part in charity events, but these hardly impeded a process of marginalization, and the minimal profits did not compensate for a non-voluntary sacrifice that veterans considered unfair. It explains why invalids actively participated in the democratic outburst of



1917. But the learning of politics and collective action quickly stopped when civil war began and disabled veterans scattered. Under the New Economic Policy, an all-RSFSR union fought for invalids' rights, but ultimately failed to obtain the distinction of war invalidity from civil disability. Moreover, Bolsheviks rewarded former Red Army soldiers better and longer than Great War's veterans.

## AUTEUR

**ALEXANDRE SUMPFF**

Equipe de recherche ARCHE, Université de Strasbourg CERCEC, EHESS, Paris